Colette PARENT
criminologue, département de criminologie, Université d'Ottawa
(1993)

“La “prostitution” ou le commerce des services sexuels”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Colette PARENT, "La 'prostitution' ou le commerce des services sexuels", in ouvrage sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, Traité des problèmes sociaux. Chapitre 19, pages 393 à 410. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 1164 pages.

Mme Colette Parent est criminologue au département de criminologie de l'Université d'Ottawa.

[Autorisation formelle accordée par Mme Parent le 1^{er} octobre 2004 de diffuser cet article]

Courriel: Colette.Parent@uottawa.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 octobre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

1. À la recherche d'un terme et d'un contenu...
2. Les analyses traditionnelles de la «prostitution»
3. Les contributions féministes
 - 3.1 Les féministes de la fin du XIXe siècle
 - 3.2 Les féministes du XXe siècle
4. Les regroupements de «prostituées»
5. La problématique du commerce des services sexuels
6. La recherche sur le commerce des services sexuels au Québec

Bibliographie sélective

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

D'entrée de jeu, aborder la problématique de la «prostitution» dans une perspective féministe pose des défis. D'abord, parce que le terme lui-même, sur-usé, suggère un phénomène «ahistorique», «naturel». Ne répète-t-on pas *ad nauseam* que c'est «le plus vieux métier du monde»? Ensuite, parce que parmi les féministes elles-mêmes, c'est une question fort controversée, porteuse d'écueils et de contradictions. Elle illustre bien la tension entre la diversité de pensée qui caractérise le féminisme et les besoins d'alliance politique des femmes dans leur lutte contre l'oppression. Finalement, parce que c'est un problème qui interpelle toutes les femmes et nous confronte à nos conceptions de la sexualité et de la moralité.

Mais c'est aussi une question fort importante tant pour les féministes que pour la criminologie. Depuis la fin du XIXe siècle, cette problématique qui déchire les mouvements des femmes appelle à des réflexions et à des échanges entre toutes les femmes, quelles que soient leur origine ethnique, leur classe, etc. Dans le champ de la criminologie, la «prostitution» est conçue comme l'image même, erronée bien sûr, de la «criminalité» des femmes ¹. Trop

¹ Danielle Laberge et Shirley Roy, «Femmes et criminalité: le contrôle social est-il sexué? Une analyse des données statistiques québécoises», *Revue juridique «La femme et le droit»*, 3, 2, 1989/1990, pp. 457-465. Laberge et Roy nous offrent une description statistique de la situation des femmes dans le système pénal au Québec et soulèvent

souvent, d'ailleurs, le silence de la criminologie traditionnelle sur la question des femmes n'a été rompu que pour nous livrer des tentatives d'explications biologiques, psychologiques ou sociales de cette déviance «ultime» des femmes.

Nous avons donc décidé d'explorer la complexité de la problématique en discutant d'abord du terme «prostitution» lui-même et de sa signification. Ensuite, nous présenterons et évaluerons les analyses traditionnelles, féministes et des «prostituées» elles-mêmes sur la question. Nous chercherons alors une façon de concevoir la problématique qui permette de dépasser certaines limites rencontrées jusqu'ici et d'assurer une réflexion non pas sur mais pour les femmes elles-mêmes qui vendent des services sexuels. Finalement, un regard sur les travaux déjà accomplis au Québec nous permettra de dégager quelques pistes de recherche pour le futur.

1. À la recherche d'un terme et d'un contenu...

[Retour à la table des matières](#)

Explorer la problématique de la «prostitution», c'est investir un terrain déjà marqué par l'histoire, composer avec un terme investi moralement, qui définit par la négative le regard posé². C'est aussi se heurter à la difficulté de cerner conceptuellement l'objet de recherche.

En effet, selon la période historique, les différentes cultures à une même époque ou encore même selon les groupes sociaux intéressés, la définition de la «prostitution» fluctue. Plus encore, le ou la chercheur qui adopte une définition opérationnelle de la «prostitution» en constate rapidement les limites

d'intéressantes questions sur les formes spécifiques de déviance chez les femmes et la place qu'y occupe la «criminalité». Les statistiques québécoises indiquent sans équivoque que les femmes sont prises en charge par le système pénal surtout pour des infractions relatives à la propriété.

² Nous excluons ici les services sexuels reliés au culte, à la religion dont nous trouvons surtout trace avant l'ère chrétienne. Voir notamment sur cette question: Gerda Lerner, «The Origin of Prostitution in Ancient Mesopotamia», *Signs*, 11, 2, 1986, p. 236-254.

lorsque confronté au monde complexe investigué³. Il est bien sûr possible d'établir que la «prostitution» renvoie généralement à des services sexuels hétérosexuels offerts par des femmes. C'est d'ailleurs à ces pratiques que se limite notre analyse. Mais, comme l'a éloquemment démontré Tabet⁴, les caractéristiques traditionnellement attachées à ces pratiques sexuelles, promiscuité, absence de liens affectifs et compensation monétaire, ne permettent pas d'identifier les pratiques associées au commerce des services sexuels d'une société à l'autre. Celles-ci sont marquées par l'hétérogénéité. Au Nigéria, parmi certaines populations, par exemple, l'homme qui veut se marier doit verser le prix de l'épouse et acquiert ainsi des droits sur la sexualité de sa femme. Celle-ci peut développer une relation avec un (ou plusieurs) amant si celui-ci verse un montant annuel au mari. Qui plus est, cet amant fait régulièrement des dons à la femme. Malgré le caractère économique marqué de la relation, cette pratique n'est pas considérée comme de la «prostitution⁵». Par ailleurs, à Nairobi durant la deuxième grande guerre, les «prostituées» incluaient dans les services offerts le lit pour la nuit et le petit déjeuner⁶.

Au-delà de cette diversité se profile toutefois un fil conducteur: la «prostitution» renvoie à «l'usage de la sexualité des femmes hors et à l'encontre des structures de l'échange des femmes⁷». En d'autres termes, sont qualifiées de «prostitution» des pratiques qui vont à l'encontre de certaines normes de conduites sexuelles imposées aux femmes dans une société donnée. Ainsi le terme «prostitution» est fondamentalement relationnel et qualifie la transgression «des règles de propriété sur la personne des femmes dans les différentes sociétés⁸». C'est donc non seulement un terme dont la signification est souvent chapeautée d'une charge morale, mais un terme qui, à la source même, implique un élément de stigmatisation. Nadeau⁹ rappelle d'ailleurs fort à propos: «Être prostituée ce n'est pas un métier du sexe, c'est une façon d'être regardée». Cette étiquette marque des pratiques sexuelles dont les caractéristiques peuvent varier dans le temps et dans l'espace. Pour indiquer cet élément de stigmatisation, nous avons choisi de mettre entre guillemets le terme «prostitution» et de lui associer les termes de commerce ou de vente de services sexuels ou encore de relations sexuelles impliquant

³ Voir, tout près de nous, par exemple: Mélanie Lauth, *Rapport sur la prostitution dans les provinces des Prairies*, Document de travail sur la pornographie et la prostitution, Rapport n° 9, Ottawa, ministère de la Justice, 1984.

⁴ Paola Tabet, «Du don au tarif. Les relations sexuelles impliquant une compensation», *Les Temps modernes*, 490, 1987, p. 1-53.

⁵ *Ibid.*, p. 22-23.

⁶ Luise White, «Prostitution, Identity, and Class Consciousness in Nairobi during World War II», *Signs*, 11, 2, 1986, p. 255-273.

⁷ P. Tabet, *loc. cit.*, p. 46.

⁸ *Ibid.*

⁹ Jean-Guy Nadeau, *La prostitution, une affaire de sens. Étude des pratiques sociales et pastorales*, Montréal, Fides, 1987, p. 76. Précisons ici que si nous reconnaissons ce regard stigmatisant, nous n'endossons pas pour autant la négation de la «prostitution» comme pratique commerciale.

une compensation. Nous espérons pouvoir secouer ainsi le carcan moral qui circonscrit et limite trop souvent les analyses sur cette problématique.

2. Les analyses traditionnelles de la «prostitution»

[Retour à la table des matières](#)

Les analyses traditionnelles de la «prostitution» partent du présupposé que le commerce de services sexuels renvoie à des activités intrinsèquement mauvaises ou déviantes et en cherchent les causes. Plusieurs de ces études mettent alors en évidence des caractéristiques biologiques, ou psychologiques ou sociales propres aux femmes qui vendent leurs services sexuels¹⁰.

Certains auteurs affirment que les «prostituées» ne peuvent être que marquées par une biologie déficiente, atavique¹¹ : en cédant à un instinct sexuel primitif, celles-ci dévoilent leur dégénérescence. D'autres auteurs cherchent à identifier les facteurs psychologiques à la base de la «prostitution». La recherche peut s'orienter vers les traumatismes de l'enfance et les analyses renvoient alors au manque d'amour parental ou à l'inceste. On dépeint les «prostituées» comme des femmes immatures, sursexuées ou encore frigides. On décèle même chez elles une confusion quant aux rôles sexuels appropriés qui se traduirait par des tendances vers le lesbianisme et la promiscuité (sic)¹².

Finalement, certaines études mettent plutôt l'accent sur les facteurs sociaux qui interviennent dans le commerce des services sexuels. Certains auteurs invoquent le besoin économique comme facteur précipitant, souvent associé à des facteurs psychologiques. L'on fait alors référence aux femmes

¹⁰ Voir à ce sujet les analyses de Nadeau, Smart et Van Haecht. Jean-Guy Nadeau, *op. cit.*; Carol Smart, *Women, Crime and Criminology. A Feminist Critique*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1976, p. 77-107; A. Van Haecht, «Sociologie de la déviance et sociologie de la prostitution», *Recherches sociologiques*, 8, 3, 1977, p. 301-322.

¹¹ Ici c'est sans étonnement que nous retrouvons, en tout premier lieu, Lombroso, le père de la criminologie positiviste. Voir: Cesare Lombroso et William Ferrero, *La femme criminelle et la prostituée*, Paris, Alcan, 1896. Voir ici en particulier l'analyse de C. Smart, *op. cit.*; celle-ci dégage les influences freudiennes chez les auteurs qui mettent l'accent sur les facteurs psychologiques à la base de la «prostitution».

¹² Kinsley Davis, «Sexual Behavior», dans: R.K. Merton et R. Nisbet (sous la direction de), *Contemporary Social Problems*, 3e édition, New York, Harcourt Brace Jovanovich Inc., 1971, p. 313-360.

acculées à la misère, certes, mais aussi aux possibilités limitées pour les femmes sur le marché du travail dans les sociétés industrielles avancées. D'autres auteurs s'attardent plutôt à analyser la «prostitution» comme institution qui contribue au bon fonctionnement de la société et qui doit être considérée en relation avec les autres institutions et en particulier avec celles qui régissent les normes sexuelles. Selon Davis ¹³, par exemple, comme les règles du mariage imposent des limites à la satisfaction sexuelle des hommes, ceux-ci se tournent vers les «prostituées» pour trouver réponse à leurs besoins sexuels sans autres obligations relationnelles que celle de payer. D'ailleurs la division sexuelle du travail assure la suprématie économique des hommes et rend les femmes dépendantes de leurs attraits sexuels. Des femmes de milieux socio-économiques défavorisés sont donc prêtes à utiliser leurs attraits sexuels à des fins financières. Ces raisons rendraient compte de la demande intarissable pour la «prostitution» et de l'impossibilité de l'éliminer. Les marxistes, enfin, mettent en évidence les bases politico-économiques de la «prostitution» en l'identifiant comme un effet de la paupérisation sous le capitalisme. Les femmes qui vendent des services sexuels n'en sont pas pour autant considérées comme des sœurs dans la lutte pour le socialisme mais plutôt associées avec les criminels et vagabonds à la classe dangereuse, vestige de l'ordre bourgeois qui pourrait infester le nouvel ordre socialiste ¹⁴.

Ces analyses présentent plusieurs points communs qui faussent ou limitent le regard sur cette question.

D'abord, toutes omettent de reconnaître la dimension culturelle des codes moraux et reconduisent à travers leur analyse la condamnation sociale du commerce des services sexuels. Mais, cette fois, c'est le discours scientifique qui entérine le regard stigmatisant traditionnel sur ces pratiques. Et la question fondamentale posée porte sur les différences entre les «prostituées» et les autres femmes. Explicitement ou non, l'objectif visé est d'éliminer ou tout au moins de contrôler ce vice, voire ce mal nécessaire. Ces analyses considèrent donc à la fois la «prostitution» et les «prostituées» comme problème.

Ensuite, dans le cadre de cette approche, les auteurs n'accordent qu'une importance secondaire à l'aspect relationnel inhérent au commerce de services sexuels. Trop souvent, les hommes, pourtant les clients, ne font même pas l'objet de deux lignes de commentaires; lorsqu'on les prend en considération, c'est pour justifier leur comportement à partir de la biologie, pour l'excuser ou encore pour en minimiser l'importance. Davis ¹⁵, par exemple, attribue le blâme moral auquel sont soumises les «prostituées» et non les clients à leur

¹³ Thanh Dam Truong, *Sex, Money and Morality: Prostitution and Tourism in Southeast Asia*, Londres et New Jersey, Zed Books Ltd., 1990, p. 36.

¹⁴ K. Davis, *op. cit.*, p. 342.

¹⁵ *Ibid.*, p. 346.

trop grande promiscuité, beaucoup plus importante que celle des hommes. Ce dernier souligne en outre les responsabilités et l'importance sociale des hommes et donc les conséquences négatives d'une réaction officielle de contrôle contre ces pauvres êtres, qui pèchent à l'occasion ¹⁶.

Qui plus est, cette approche tait l'aspect légal de la question. Les lois et leur application sont vues comme la réponse nécessaire au problème et ne sont pas considérées comme partie prenante de sa construction. Là encore, le droit vient légitimer le regard moral porté sur la «prostitution» et contribue à maintenir l'analyse dans des confins très étroits.

Par ailleurs, ces analyses font silence sur les rapports sociaux entre les sexes (explications biologiques, psychologiques) ou encore en réduisent grandement la complexité (fonctionnalisme, marxisme). Pour Davis, les rapports hommes-femmes renvoient en dernier recours à la biologie. Les marxistes, de leur côté, ont complètement ignoré la sexualité comme besoin humain de base et ont associé la subordination des femmes au niveau du marché du travail et des règles sexuelles de conduite à l'avènement de la propriété privée. Ils sont donc demeurés largement insensibles aux relations de pouvoir entre les sexes qui contribuent pourtant à définir la vie et le travail des femmes ¹⁷. Or, comme l'indique fort justement Smart, les relations de pouvoir dans un cadre structurel donné apparaissent essentielles pour comprendre les formes et le contenu des codes légaux et moraux ¹⁸.

Finalement, toutes ces analyses omettent de bien circonscrire la notion de sexualité qu'on associe simplement au sexe biologique et à la nature. Les auteurs reconduisent donc d'emblée la conception de la sexualité féminine passive, qui se réalise dans le cadre de la monogamie conjugale et de la maternité, et celle de la sexualité masculine, agressive, marquée par des besoins physiques irrésistibles. Or, comme le rappelle fort justement Truong ¹⁹, la sexualité renvoie à la fois au besoin biologique (plaisir et procréation), à son expression sociale (*i.e.*, aux relations sexuelles tant dans leurs formes qu'à travers les règles qui les régissent) et à la subjectivité dont elle est investie (*i.e.*, la conscience individuelle et collective des individus comme sujets sexuels et le désir sexuel). L'organisation de la sexualité qui peut varier selon les catégories sociales de sexe, de classe, d'ethnie et d'âge doit donc être saisie dans son contexte social et historique. La sexualité apparaît alors comme enjeu de contrôle et de résistance dans le cadre des habitudes de vie d'une société donnée et la problématique des relations sexuelles contre compensation doit être analysée en prenant en compte ces paramètres.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ T.D. Truong, *op. cit.*, p. 36.

¹⁸ C. Smart, *op. cit.*, p. 89.

¹⁹ T.D. Truong, *op. cit.*, p. 65-75.

3. Les contributions féministes

[Retour à la table des matières](#)

Aux analyses traditionnelles de la «prostitution», s'ajoutent les luttes féministes des XIX^e et XX^e siècles sur cette question²⁰. Pour les féministes des deux époques, l'institution de la «prostitution» est une institution sociale immorale, symbole de la subordination des femmes dans nos sociétés. Le commerce des services sexuels fait toujours l'objet de condamnation, mais la femme qui vend des services sexuels est moins perçue comme une femme déchue que comme une victime. Les deux groupes, par contre, n'associent pas les mêmes dimensions à ces points communs et offrent donc des analyses et un programme politique fort différents.

²⁰ Ici nous nous appuyons surtout sur des analyses des luttes féministes en Angleterre, aux États-Unis et au Canada à la fin du XIX^e siècle. Voir, entre autres, les oeuvres suivantes: Constance Backhouse, «Nineteenth Century Canadian Prostitution Law: Reflection of a Discriminatory Society», *Histoire sociale/Social History*, 18, 36, 1985, p. 387-423; Kathleen Barry, *L'esclavage sexuel de la femme*, Paris, Stock, 1981; Alain Corbin, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution (19^e et 20^e siècles)*, Paris, Aubier Montaigne, 1978; Kathleen Daly, «The Social Control of Sexuality: A Case Study of the Criminalization of Prostitute», *Research in Law, Deviance and Social Control*, 9, 1988, p. 171-206; Ellen Carol Dubois et Linda Gordon, «Seeking Ecstasy on the Battlefield: Danger and Pleasure in Nineteenth-Century Feminist Sexual Thought», *Feminist Studies*, 9, 1, 1983, p. 7-25; Andrée Lévesque, «Éteindre le Red Light: les réformateurs et la prostitution à Montréal entre 1865 et 1925», *Revue d'histoire urbaine*, XII, 3, 1989, p. 191-201; Linda Mahood, *The Magdalenes. Prostitution in the Nineteenth Century*, New York, Routledge, 1990; Michael Musheno et Kathryn Seely, «Prostitution Policy and the Women's Movement», *Contemporary Crises*, 10, 3, 1986, p. 237-255; John P.S. McLaren, «Chasing the Social Evil: Moral Fervour and the Evolution of Canada's Prostitution Laws, 1867-1917», *Revue canadienne de droit et société*, 1, 1986, p. 125-165; Idem, «White Slavers: The Reform of Canada's Prostitution Laws and Patterns of Enforcement, 1900-1920», *Criminal Justice History*, 8, 1987, p. 53-119; Judith R. Walkowitz, «The Politics of Prostitution», *Signs*, 6, 11, 1980, p. 123-135.

3.1 Les féministes de la fin du XIXe siècle ²¹

[Retour à la table des matières](#)

Dans les premiers moments du mouvement de réforme, si la «prostitution» est encore considérée comme un vice, les «prostituées» ne sont plus identifiées comme les grandes fautives. Leur choix peut aisément s'expliquer par leur subordination sociale et économique et par le double standard de moralité selon le sexe qui les réduit à l'état d'objets sexuels. La «prostitution» est alors présentée comme une activité volontaire et temporaire de femmes adultes des classes ouvrières. Selon Dubois et Gordon ²², ce premier moment marque un grand pas dans le développement du féminisme: des femmes respectables, de classe moyenne ont pris le risque d'essayer de rejoindre des femmes stigmatisées comme «prostituées», cibles d'une moralité punitive et misogyne et ont affirmé, au-delà des divisions de classes et de morale, la collectivité des femmes.

Dans ce contexte, la critique féministe se tourne plutôt vers le pouvoir des hommes dont la sexualité non contenue menace la pureté des relations hommes-femmes: la solution est d'amener les hommes au standard de vertu des femmes. Mais très tôt, ce courant de libération cède sous le poids des forces conservatrices et les féministes joignent la croisade des réformateurs moraux de la fin du XIXe siècle. Leur analyse de la «prostitution» ainsi que leur position face aux «prostituées» se modifient. À l'image de la femme qui vend ses services sexuels sous le poids des pressions sociales et économiques se substitue alors celle de la jeune victime innocente, séduite et trompée ou encore écrasée par la faim ou la violence physique. Au début du XXe siècle, la lutte s'oriente contre la «traite des blanches». À travers ces modifications, la cible des attaques féministes n'est plus le pouvoir de tous les hommes, pères et maris inclus, mais de certains hommes marqués par le vice: les féministes visent, entre autres, certains aristocrates pervers ou encore des étrangers qui kidnappent ou leurrent des jeunes filles pures. Le commerce des services sexuels est présenté comme une forme d'esclavage.

²¹ Au Canada, McLaren (*loc. cit.*, p. 129) affirme que le mouvement de réforme de la fin du XIXe siècle n'a pas connu initialement une phase radicale, non conformiste, féministe. L'influence des Églises était telle que le mouvement s'est plutôt défini à partir de paramètres traditionnels. Au Québec, Andrée Lévesque (*loc. cit.*, p. 196) note le silence des féministes francophones sur la campagne contre la «prostitution».

²² E. Dubois et L. Gordon, *loc. cit.*, p. 14.

La conception du rôle de l'État se transforme également. Initialement, les féministes luttent pour les «prostituées» et cherchent à éviter ou faire abolir les réglementations qui peuvent affecter leur pratique, les exclure de leur milieu et augmenter leur vulnérabilité. Mais en épousant la cause des réformateurs moraux, elles orientent leurs actions contre le «vice» de la «prostitution» et prônent alors le recours au droit comme outil idéal de lutte. La solution est d'éliminer les exploiters, proxénètes et tenanciers de maisons de débauche et d'assurer la réhabilitation des «prostituées». Par contre, on ne suggère pas la criminalisation des clients ni la révocation des lois qui touchent les «prostituées» même si elles sont vues comme des victimes²³. Les conséquences ont été désastreuses pour les femmes qui vendaient des services sexuels. Isolées de leur milieu, elles ont dû chercher soutien affectif et protection contre les autorités judiciaires auprès des souteneurs. Qui plus est, elles sont rapidement devenues la cible première des nouvelles lois adoptées pour éliminer le vice de la «prostitution».

Dans cette campagne contre le commerce des services sexuels, les féministes du XIXe siècle n'ont pas cherché à redéfinir les rapports sociaux existants entre les sexes. Leur objectif initial était plutôt de préserver le statu quo, hautement valorisé, à travers le mariage et la famille. À cette fin, il fallait élever le comportement masculin au standard de moralité féminine, assujettir tous et chacune aux mêmes règles de chasteté et de fidélité. L'institution de la «prostitution» se devait d'être éliminée et dans la mesure où les «prostituées» affirmaient la vente des services sexuels comme choix, elles étaient étiquetées comme déviantes, exclues de la communauté des femmes. On peut alors comprendre la facilité avec laquelle on est passé des solutions de protection des «prostituées», vues comme des victimes, à celles d'enfermement de jeunes filles déviantes de la classe ouvrière, avec objectif de normalisation de leur sexualité.

Le point de référence dans cette entreprise de normalisation est la conception d'une sexualité hétérosexuelle, moralisante et différente selon le sexe. Pour les féministes du XIXe siècle, la sexualité des femmes n'est pas associée au plaisir, à la réalisation de soi mais bien au danger (danger du péché, de perte de respectabilité, de maladies vénériennes, de grossesses non désirées, etc.). Selon Dubois et Gordon²⁴, les féministes de cette époque ont accepté comme inévitable la soumission des femmes au pouvoir sexuel des hommes et ont simplement tenté de sauver les femmes des conséquences les plus néfastes qui en découlaient. Elles n'ont pas su reconnaître que les jeunes femmes de classe ouvrière vivaient leur sexualité à partir de paramètres spécifiques, différents de ceux des femmes de classe moyenne et respecter leurs options de vie. En luttant contre le commerce des services sexuels, les féministes ont du coup

²³ J.P.S. McLaren, *loc. cit.*, p. 139.

²⁴ E. Dubois et L. Gordon, *loc. cit.*, p. 8.

contribué à définir et construire le point de vue dominant sur la sexualité à la fin du XIXe siècle ²⁵.

Les féministes du XIXe siècle ont donc tenté de sauver les «prostituées» en condamnant la «prostitution». Mais à travers les avatars de leur lutte, elles ont joint les rangs des réformateurs moraux et favorisé l'adoption de lois qui ont contribué à exclure les «prostituées» de leur milieu de vie, ont facilité leur étiquetage et rendu plus difficile chez elles un changement d'options de vie. La campagne des réformateurs moraux a permis de créer la catégorie de «prostituée», de fille publique, à partir de laquelle on a cherché à contrôler la sexualité des jeunes femmes de classe ouvrière ²⁶.

3.2 Les féministes du XXe siècle

[Retour à la table des matières](#)

La fin des années 1960 marque les premiers moments du mouvement féministe occidental contemporain. Dans leur quête vers la libération, les féministes ont fait appel à la recherche pour mieux décrire la réalité, expliquer les faits et mettre en question le discours scientifique ²⁷. Plusieurs mouvements de pensée (féministe libéral, féministe radical, féministe marxiste, féministe socialiste) sous-tendent alors différentes analyses théoriques sur le caractère oppressif des rapports sociaux de sexe dans le cadre desquelles la problématique de la «prostitution» trouve place.

En effet, conçu dans le cadre plus global de l'oppression des femmes dans la société, le commerce de services sexuels représente, pour les féministes tant libérales, radicales, que marxistes et socialistes, le symbole même de l'infériorité sociale et économique des femmes. La femme qui vend des services sexuels est présentée comme une victime des structures économiques et patriarcales ²⁸. Pour les féministes libérales, la problématique renvoie aux conditions d'inégalité et de discrimination auxquelles sont confrontées les

²⁵ J.R. Walkowitz, *loc. cit.*, p. 124.

²⁶ L. Mahood, *op. cit.*, p. 10.

²⁷ **Danielle Juteau-Lee**, «La recherche relative aux femmes au Canada: réflexions sur son passé et son avenir», dans: E.J. Lacelle (sous la direction de), *La femme, son corps, la religion. Approches pluridisciplinaires*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1983, p. 200.

²⁸ Notons que les réflexions féministes contemporaines sur la «prostitution» sont trop nombreuses pour qu'il nous soit possible de leur rendre justice dans le cadre limité de ce travail. Pour une vue d'ensemble plus complète, voir, entre autres: Allison Jaggar, *Feminist Politics and Human Nature*, Totowa, New Jersey, 1983; Rosemarie Tong, *Feminist Thought*, Boulder, Westview Press, 1989; Rosemarie Tong, *Women, Sex and the Law*, Totowa, Rowman and Allenheld, 1984, p. 37-64; T.D. Truong, *op. cit.*, p. 11- 56.

femmes sur le marché du travail. En présence de normes et de valeurs qui les placent en position de subordination et limitent leurs possibilités d'autonomie financière, c'est en toute rationalité que certaines femmes choisissent de gagner leur vie en vendant des services sexuels. Pour les féministes marxistes, la femme est opprimée sous le régime capitaliste: d'abord comme femme à la maison dont le travail non rémunéré, sous l'autorité du mari, assure la reproduction des forces de travail et produit une nouvelle génération de travailleurs; ensuite comme travailleuse, membre du prolétariat. La vente de services sexuels est conçue comme un service des femmes de classe ouvrière aux hommes de la bourgeoisie qui ne pourra être éliminé tant que celles-ci devront accomplir des travaux monotones et durs pour de très maigres salaires. Pour les féministes socialistes, l'oppression des femmes renvoie à la fois au capitalisme et au patriarcat et l'on ne pourra toucher aux fondements de la «prostitution» qu'en prenant en compte ces deux structures. Contrairement aux féministes marxistes, elles affirment que la «prostitution» n'est pas limitée aux femmes de classe ouvrière et au capitalisme et qu'elle perdurera tant que les femmes seront définies en fonction des hommes. Pour les féministes radicales, la «prostitution» s'explique par l'appropriation de la sexualité des femmes par les hommes. Les femmes sont définies comme des objets sexuels destinés à répondre aux besoins des hommes, que ce soit comme épouses ou comme «prostituées». Tous les groupes féministes cherchent alors à exprimer leur opposition à la «prostitution» tout en maintenant un appui aux femmes qui vendent des services sexuels.

La dénonciation féministe n'épargne pas ici les hommes, dont les privilèges comme groupe sont dénoncés. Les analyses pointent du doigt les clients, souteneurs, policiers ou autres acteurs et dénoncent les rapports de pouvoir hommes-femmes qui s'actualisent dans le commerce des services sexuels. Les féministes marquent alors leur refus du double standard de moralité à partir duquel les femmes qui vendent des services sexuels sont stigmatisées et non pas les hommes; elles dénoncent les lois et leur application qui touchent davantage les femmes. En effet, pour les féministes contemporaines, l'État constitue moins une réponse qu'une partie du problème. Les lois contre la «prostitution» contribuent à maintenir et à renforcer les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes dans la société. Aussi sont-elles majoritairement en faveur de la décriminalisation du commerce des services sexuels. Certaines féministes favorisent le retrait de toutes les lois qui touchent à la «prostitution»; d'autres préconisent la décriminalisation des activités des femmes mais le maintien des lois contre les hommes qui tirent profit du commerce des services sexuels. L'objectif est de réduire la victimisation des femmes par l'État et de les protéger de la violence qu'elles subissent dans le contexte actuel. Pour les féministes libérales, par exemple, c'est une étape essentielle pour atteindre l'égalité politique et la pleine reconnaissance des droits des femmes. Pour les féministes radicales, c'est une stratégie à court terme qui vise à réduire la victimisation des femmes.

Les féministes contemporaines situent la mise en cause de l'institution de la «prostitution» dans le cadre plus global de la problématique des rapports sociaux entre les sexes. Pour les féministes libérales, la «prostitution» renvoie au déséquilibre des avantages et à l'inégalité des droits entre les deux sexes; pour les féministes marxistes, elle s'inscrit dans le cadre de l'asservissement global des femmes sous le capitalisme où celles-ci sont réduites à se vendre, que ce soit à travers le mariage ou la «prostitution»; pour les féministes socialistes, elle est une forme d'exploitation des femmes à la fois comme travailleuses et comme femmes; pour les féministes radicales, elle constitue une facette de l'appropriation des femmes, du contrôle de leur sexualité par les hommes. Dans tous les cas, l'institution de la «prostitution» est au cœur des rapports sociaux entre les hommes et les femmes: la libération des femmes passe nécessairement par son élimination.

Finalement, si la sexualité représente encore un danger pour les femmes, elle devient enjeu de luttes et dimension de vie à se réapproprier. Par contre, la sexualité des femmes est largement présentée en opposition à celle des hommes et toute la question du plaisir et de l'épanouissement sexuel des individus demeure en retrait. Ici, les réflexions les plus approfondies sont celles de féministes radicales dont l'analyse situe les fondements de l'oppression des femmes dans le contrôle de leur sexualité et dans les institutions à partir desquelles ce contrôle est exercé par les hommes (la famille, l'hétérosexualité, la «prostitution»). La «prostitution» constitue donc une des formes systématiques de violence qui contribue au contrôle de la sexualité des femmes. Elle est inacceptable en elle-même parce qu'elle implique que la sexualité est un droit masculin, qu'il soit acheté, vendu ou approprié par le viol ou le harcèlement sexuel.

Les féministes contemporaines ont donc tenté de réaliser un équilibre difficile en accordant leur appui aux «prostituées» tout en condamnant en même temps l'institution de la «prostitution». Mais au moment où les femmes qui pratiquent le commerce des services sexuels se sont elles-mêmes constituées en actrices dans l'univers discursif de la «prostitution», des points de discordance ont tôt fait d'émerger.

4. Les regroupements de «prostituées»

[Retour à la table des matières](#)

Durant le milieu des années 1970, des femmes employées dans le secteur des services sexuels de différents pays (Canada, États-Unis, Hollande, France, etc.) ont commencé à se regrouper pour discuter elles-mêmes sur leur pratique et défendre leurs intérêts ²⁹.

Selon celles-ci, le commerce des services sexuels n'est ni un vice, ni le symbole même de l'infériorité sociale et économique des femmes. Refusant le statut de victimes, elles affirment la «prostitution» comme travail et comme choix. C'est, disent-elles, un travail volontairement choisi pour la majorité des femmes et la «prostitution» forcée ne peut être combattue que si l'on accorde une reconnaissance sociale à la «prostitution» volontaire. En somme, elles proposent une nouvelle définition de la «prostitution» et une nouvelle image des «prostituées» qui mettent en cause et la morale traditionnelle et la morale féministe sur cette question. La «prostitution» n'est pas un problème social, c'est un métier stigmatisé. Les «prostituées» ne sont pas des femmes déviantes ou des victimes totales, mais des personnes bien ordinaires, qui ne souffrent pas de problèmes psychologiques ou sociaux spécifiques et qui partagent les besoins et aspirations de tout le monde. Pour les regroupements de «prostituées», les relations avec les clients ou les souteneurs ne posent pas en elles-mêmes de problèmes fondamentaux. Ils mettent par contre en cause l'action policière qui rend leur métier difficile et périlleux.

Les regroupements de «prostituées» conçoivent donc que l'État est une source première des problèmes liés à la pratique de leur métier. C'est la criminalisation qui les rend vulnérables à l'exploitation des souteneurs, tenanciers ou autres; c'est elle qui contribue à cautionner et perpétuer leur

²⁹ Pour une présentation de la création des groupes de «prostituées» et de leur position sur la «prostitution», voir: Frédérique Delacoste et Priscilla Alexander (sous la direction de), *Sex Work: Writings by Women in the Sex Industry*, San Francisco, Cleis Press, 1987; Claude Jaget (sous la direction de), *Prostitutes-Our Life*, Bristol, Falling Wall Press, 1980; et Gail Pheterson (sous la direction de), *A Vindication of the Rights of Whores*, Seattle, Washington, The Seal Press, 1989. Au Canada, voir: Le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, *La prostitution au Canada*, 1984 et Laurie Bell (sous la direction de), *Good Girls, Bad Girls. Sex Trade Workers and Feminists Face to Face*, Toronto, The Women's Press, 1987.

victimisation par les clients, souteneurs ou même policiers; c'est elle qui les dépouille du droit à une vie familiale stable et décente. En somme, c'est à travers les lois que les «prostituées» se voient dépouillées de leur humanité et de toute possibilité de recours. Elles réclament donc l'abolition des lois contre la «prostitution». Les femmes qui vendent des services sexuels veulent bien se soumettre aux règles juridiques imposées à toute pratique légitime (droit du travail, impôt sur le revenu), mais refusent toute forme de contrôle, de réglementation qui contribuerait à maintenir la stigmatisation contre les «prostituées».

Si pour les regroupements de «prostituées» le droit est instrument d'oppression, il est aussi outil de lutte. COYOTE (*Call Off Your Old Tired Ethics*), un regroupement américain formé en 1973 et composé de femmes de maison, d'avocats et d'avocates, de féministes et de «prostituées», a entrepris de nombreuses poursuites judiciaires pour défendre les intérêts des femmes dans le commerce des services sexuels³⁰. Oui plus est, les regroupements de «prostituées» présentent leur lutte comme une quête de reconnaissance des droits civiques pour les femmes qui pratiquent le commerce de services sexuels. Dans le cadre du premier congrès international des «prostituées» tenu à Amsterdam en 1935, les représentantes adoptaient une charte des droits des «prostituées», réclamant le droit des femmes dans le commerce des services sexuels à la protection de leurs droits et libertés civiles, à des conditions de travail adéquates, aux mêmes bénéfices sociaux que tous les autres citoyens, aux mêmes régimes de taxation, de normes de santé, etc.

À travers ces requêtes, les regroupements de «prostituées» affirment l'existence des «prostituées» comme des travailleuses qui partagent le sort, c'est-à-dire les conditions de travail et de vie, de l'ensemble des femmes dans la société. Pour certaines, les «prostituées» sont même des femmes libérées en ce qu'elles refusent le contrôle de leur sexualité par les hommes à travers les institutions de la famille et du mariage et affirment leur pouvoir en offrant des services sexuels sur une base d'affaires. Pour d'autres, le commerce des services sexuels représente un emploi comparable à bien d'autres parmi les ghettos d'emplois accessibles aux femmes dans nos sociétés. Beaucoup de féministes considèrent que ces tentatives de légitimation de la «prostitution» confortent les rapports sociaux entre les sexes. Mais en affirmant l'unité des femmes au-delà de la division vierge/putain qui est au cœur même du contrôle de la sexualité des femmes, les «prostituées» mettent en cause la construction sociale de catégories de femmes à partir desquelles on maintient le contrôle sur leur vie et les rapports de pouvoir entre les sexes.

³⁰ Voir, à ce sujet: Valérie Jenness, «From Sex as Sin to Sex as Work: COYOTE and the Reorganization of Prostitution as a Social Problem», *Social Problems*, 37, 3, 1990, p. 406-409.

D'ailleurs, le discours des regroupements de «prostituées» situe la «prostitution» dans le cadre plus large de l'appropriation de la sexualité des femmes par les hommes. Les analyses mettent en évidence l'éducation sexuelle des jeunes filles qui circonscrit leur sexualité au mariage ou tout au moins à une relation stable et appose un stigma à toute expérience sexuelle en dehors de ces normes. Elles réclament le droit des femmes au contrôle de leur corps, le droit de définir leur sexualité en dehors du discours traditionnel moralisateur mais aussi du discours féministe qui entérine une définition étroite de la sexualité féminine associée à l'amour et l'affection. Pheterson ³¹ affirme que la tâche de reconnaître le refus de la chasteté comme une réalité humaine normale et non pas comme le choix de vie de personnes inférieures appelle à des changements fondamentaux de valeurs et d'attitude. La position des regroupements de «prostituées» fait donc appel à une redéfinition de la sexualité.

La parole des regroupements de «prostituées» a confronté les féministes à leur conception du commerce des services sexuels et de la sexualité et à leur position face aux «prostituées». Pour certaines d'entre elles, il est maintenant acquis que les féministes peuvent difficilement penser la problématique de la «prostitution» sans accorder leur appui aux femmes qui vendent des services sexuels et qui réclament le droit à une vie décente sans quitter leur emploi.

5. La problématique du commerce des services sexuels

[Retour à la table des matières](#)

Notre cheminement nous entraîne maintenant à repenser la problématique du commerce des services sexuels en reconnaissant la nécessité de secouer, d'abord et avant tout, le carcan moral qui a étroitement circonscrit jusqu'ici les analyses sur cette question. Il nous apparaît, en effet, essentiel de refuser toute condamnation a priori de la «prostitution» et des «prostituées».

Cette position nous amène aussi à prendre distance de certaines approches dont l'impact a justement été de reconduire le stigmate relié au commerce des services sexuels. D'abord, l'analyse étiologique traditionnelle du comportement des femmes qui vendent des services sexuels doit faire place à l'analyse

³¹ G. Pheterson, *op. cit.*, p. 227.

de la criminalisation du comportement de ces femmes ³². Ensuite, il faut éviter de limiter l'examen aux politiques criminelles appropriées à l'égard de la «prostitution». C'est bien sûr une question fondamentale qui affecte les «prostituées» dans leur quotidien même et qui ne doit pas être ignorée. Mais centrer l'analyse autour du droit maintient l'orientation axée sur l'individu et sur les formes les plus visibles du commerce des services sexuels; sont alors reconduites d'emblée les représentations traditionnelles de la «prostitution» et les discussions dérivent essentiellement vers les remèdes, les solutions du moindre mal à privilégier. En mettant ainsi l'accent sur le recours au droit au détriment d'autres dimensions de la problématique, on risque d'entraver l'émergence de discours alternatifs sur la «prostitution».

Par ailleurs, pour favoriser l'expression de discours alternatifs, il nous apparaît désormais nécessaire de situer la «prostitution» dans le cadre plus large de la construction de la sexualité dans un contexte historique donné. D'une part, mettre l'accent sur cette question amène à lever le voile sur les présupposés implicites qui orientent les positions de tous et chacun envers la «prostitution» et ouvre la voie à une redéfinition de la problématique en dehors des «évidences» sur lesquelles s'appuient ces différentes positions et derrières lesquelles s'abritent les présupposés moraux. D'autre part, l'analyse de la «prostitution» comme partie prenante de la construction de la sexualité, enjeu de contrôle et de résistance dans des sociétés données, permet d'arracher cette problématique au caractère ahistorique qui la marque et de lui rendre sa complexité. Elle prend donc place dans la construction de la sexualité, siège d'oppression, certes, mais aussi enjeu de luttes et de résistance et site potentiel de libération et d'épanouissement pour les femmes.

Une telle approche exige que le ou la chercheure explicite ses propres normes morales et sa conception de la sexualité. En partant du principe que les croyances et les comportements des chercheurs façonnent les résultats de recherche, on comprend combien, en face d'une question qui touche tous et toutes de si près, ce prérequis puisse s'avérer essentiel pour dépasser les limites auxquelles on s'est trop souvent buté jusqu'ici. Cette approche peut nous permettre non seulement d'échapper au piège trop connu de la prétendue «neutralité» scientifique mais aussi de continuer à travailler avec la colère, qui, comme le dit si bien Delphy ³³, alimente notre révolte face à l'oppression, tout en ne nous laissant pas emporter tout entiers par celle-ci.

³² Pour une discussion des questions posées par les féministes sur la problématique de la «criminalité» des femmes, et des propositions pour en modifier la perspective, voir: Danielle Laberge, «Les recherches sur les femmes criminalisées: questions actuelles et nouvelles questions de recherche», *Annales internationales de criminologie*, 29, 1991, p. 21-41.

³³ Christine Delphy, «Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles», *Nouvelles questions féministes*, 2, 1981, p. 59-74.

C'est sur ces bases, en effet, qu'il nous semble important d'orienter les analyses, en tenant compte des rapports sociaux de sexe, de classe et de «race» qui s'actualisent dans la «prostitution» et en redéfinissant la problématique à partir du monde même des femmes qui pratiquent le commerce des services sexuels. Non pas qu'il nous faille dès lors glorifier les pratiques de services sexuels avec compensation et nier toutes les formes d'exploitation des femmes et des jeunes filles qu'elles ont permises et permettent encore et toujours, mais il nous apparaît essentiel de ne pas perdre de vue les femmes qui vendent des services sexuels dans notre lutte contre les différentes formes d'oppression des femmes, ni de les réduire au statut de victimes, incapables de comprendre et de gérer leur vie. C'est pourquoi il est primordial d'orienter notre recherche à partir du monde même des femmes qui vendent des services sexuels, à la fois pour définir les problèmes à étudier et l'approche à privilégier. La recherche féministe a souvent mis l'accent sur des recherches de participation. Ici encore plus qu'ailleurs, une telle approche pourrait nous permettre de lever le voile sur des dimensions encore «taboues» de la question et d'élaborer des connaissances qui, dégagées de nos carcans moraux, témoignent de la complexité de la problématique. Si l'on peut déjà compter sur de nombreuses analyses abordant le thème de la «prostitution», force est de constater que les acquis à partir d'une telle perspective sont fort peu nombreux, que ce soit en Europe, en Amérique ou encore plus spécifiquement chez nous, au Québec.

6. La recherche sur le commerce des services sexuels au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Les connaissances sur le commerce des services sexuels, au Québec comme ailleurs, portent la marque des problématiques que l'on croît connaître depuis toujours, d'une part, et qui renvoient à des tabous, d'autre part. Si les discours sont multiples, les acquis sont moins nombreux.

On peut, en premier lieu, compter sur quelques recherches informatives sur le monde de la «prostitution», largement limitées par la marginalisation de ces pratiques au commerce de services sexuels dans la rue. Les données sont tributaires d'informateurs bienveillants: si la collaboration des policiers est acquise, celle des femmes qui pratiquent le commerce des services sexuels

doit être gagnée et celle des souteneurs ou entremetteurs peu fréquente ³⁴. Soulignons ici la contribution de Jean-Guy Nadeau ³⁵, dont la dimension pastorale de la recherche a permis une ouverture nouvelle ou renouvelée sur cette question et l'amorce d'un dialogue dans le respect de toutes les personnes concernées et de l'être humain en général.

On peut également compter sur quelques recherches historiques, fort intéressantes et qui contribuent à nous resituer le monde de la «prostitution» visible dans le cadre des différents enjeux qui marquent le Québec à des moments de son histoire ³⁶.

Là encore, les «prostituées» perdent leur caractère essentiel de femmes déchues pour prendre le statut d'actrices sociales, de femmes québécoises qui tentent d'assurer leur survie et bien-être dans le cadre d'un Québec où leur subordination comme femmes est inscrite dans les structures. Ce travail est à compléter; il nous apparaît en effet important de retracer les pratiques de services sexuels et leur contrôle au Québec à travers différents moments de son histoire. Ces recherches pourraient nous permettre de dégager les constructions sociales de la sexualité et de la féminité à ces différentes époques au Québec.

Mais il faudrait aussi penser au travail à faire en ce qui concerne le Québec contemporain. Il nous reste encore à recenser et analyser les différentes formes de services sexuels pratiquées par les Québécoises, des plus visibles aux plus discrètes, des plus professionnelles à celles qui relèvent davantage d'une certaine forme d'esclavage. Nous ne savons pas davantage quelle place ces pratiques occupent dans leur vie: nous pensons, entre autres, à des étudiantes qui paient leurs études à partir de ce travail, à des professionnelles qui cachent leurs pratiques stigmatisées dans l'anonymat des grandes villes ou encore à certaines dont la vie tout entière est absorbée dans un monde marginal, vivant d'illégalismes de toutes sortes. Et nous ne saurions négliger toute la question du contrôle, pénal ou autre, de ces pratiques qui suscite beaucoup de débats et marque fortement le quotidien des femmes qui s'adonnent au commerce des services sexuels.

³⁴ Voir: Catherine Texier et Marie-Odile Vézina, *Profession: prostituée. Rapport sur la prostitution au Québec*, Montréal, Libre Expression, 1978. Voir également: Robert Gemme, *Rapport sur la prostitution au Québec*, Documents de travail sur la pornographie et la prostitution, Rapport n° 11, Ottawa, ministère de la Justice, 1984.

³⁵ J.-G. Nadeau, *op. cit.*

³⁶ Andrée Lévesque, «Le bordel: milieu de travail contrôlé», *Labour/Le travail*, 20, 1987, p. 13-32; Idem, «Éteindre le Red Light...», *loc. cit.*; Idem, *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 1989. Il nous faut également souligner ici la récente contribution de Danielle Lacasse, *La prostitution féminine à Montréal, 1945-1970*, thèse de doctorat inédite, Université d'Ottawa, Département d'histoire, 1991.

Le plus important est peut-être de faire partir le questionnement de recherche des femmes elles-mêmes, sujets de leur vie. Cette démarche peut nous amener à définir de plus près les besoins de ces différents groupes de femmes (besoins assurément multiples et différents selon les groupes) et de penser les politiques et remèdes à mettre de l'avant à partir de ces besoins. En les instituant sujets et participantes à la recherche, nous pourrions cerner les thèmes plus spécifiques qu'elles définissent comme majeurs dans leur vie et développer des analyses qui ne partent plus de la condamnation a priori de la vente des services sexuels mais plutôt du parti pris critique envers les femmes qui y oeuvrent.

Finalement, il nous faut considérer plus globalement la construction de la sexualité pour les Québécoises et Québécois et la place qu'y occupe la «prostitution». Un projet qui nous amène d'autant plus loin dans le temps que les tabous en cette matière pèsent encore lourd.

Bibliographie sélective

[Retour à la table des matières](#)

- BACKHOUSE, Constance, «Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law: Reflection of a Discriminatory Society», *Histoire sociale/Social History*, 18, 36, 1985, p. 387-423.
- BARRY, Kathleen, *L'esclavage sexuel de la femme*, Paris, Stock, 1981.
- BELL, Laurie (sous la direction de), *Good Girls/Bad Girls. Feminist and Sex Trade Workers Face to Face*, Toronto, The Womens'Press, 1987.
- Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, *La prostitution au Canada*, 1984.
- CORBIN, Alain, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution (19e et 20e siècles)*, Paris, Aubier Montaigne, 1978.
- DALLAYRAC, Dominique, *Le nouveau visage de la prostitution: la révolte contre l'ordre mâle*, Paris, Robert Laffont, 1976.
- DELACOSTE, Frédérique et Priscilla ALEXANDER (sous la direction de), *Sex Work: Writings by Women in the Sex Industry*, San Francisco, Cleis Press, 1987.
- DUBOIS, Ellen Carol et Linda GORDON, «Seeking Ectasy on the Battlefield: Danger and Pleasure in Nineteenth Century Feminist Sexual Thought», *Feminist Studies*, 9,1,1983, p. 7-25.
- FOSSÉ-POLLIAK, Claude, «La notion de prostitution. Une définition préalable», *Déviance et société*, 8, 3, 1984, p. 251-166.

- JAGET, Claude (sous la direction de), *Prostitutes-Our Life*, Bristol, Falling Wall Press, 1980.
- LABERGE, Danielle, «Les recherches sur les femmes criminalisées: questions actuelles et nouvelles questions de recherches», *Annales internationales de criminologie*, 29,1- 2, 1991, p. 21-41.
- LÉVESQUE, Andrée, «Le bordel: milieu de travail contrôlé», *Labour/Le travail*, 20, 1987, p. 13-32.
 , *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 1989.
 , «Éteindre le Red Light: les réformateurs et la prostitution à Montréal entre 1865 et 1925», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XVII, 3,1989, p. 191-201.
- MAHOOD, Linda, *The Magdalenes. Prostitution in the Nineteenth Century*, New York, Routledge, 1990.
- McLAREN, John P.S., «Chasing the Social Evil: Moral Fervour and the Evolution of Canada's Prostitution Laws, 1867-1917», *Revue canadienne de droit et société*, 1986,1, p. 125-165.
 , «White Slavers: The Reform of Canada's Prostitution Laws and Patterns of Enforcement, 1900- 1920», *Criminal Justice History*, 8, 1987, p. 53-119.
- MUSHENO, Michael et Kathryn SEELY, «Prostitution Policy and the Women's Movement», *Contemporary Crises*, 10, 3,1986, p. 237-255.
- NADEAU, Jean-Guy, *La prostitution, une affaire de sens. Étude des pratiques sociales et pastorales*, Montréal, Fides, 1987.
- PHETERSON, Gail (sous la direction de), *A Vindication of the Rights of Whores*, Seattle, WA, The Seal Press, 1989.
- ROUSSIAUD, Jacques, *La prostitution médiévale*, Paris, Flammarion, 1988.
- SHAYER, Frances M., «A Critique of the Feminist Charges Against Prostitution», *Atlantis*, 14,1, 1988, p. 82-89.
- TABET, Paola, «Du don au tarif. Les relations sexuelles impliquant une compensation», *Les Temps modernes*, 490,1987, p. 1-53.
- TONG, Rosemarie, *Women, Sex and the Law*, Totowa, Rowman et Allenheld, 1984.
- TRUONG, Thanh-Dam, *Sex, Money and Morality. Prostitution and Tourism in South-East Asia*, Londres et New Jersey, Zed Books Ltd., 1990.
- VAN HAECHT, A., «Sociologie de la déviance et sociologie de la prostitution», *Recherches sociologiques*, 8, 3,1977, p. 301-322.
- WALKOWITZ, Judith, R., «The Politics of Prostitution», *Signs*, 6,1,1980, p. 123- 135.

Fin du texte